

l'année 1971 est bonne. Je déplore le taux actuel de chômage, surtout parce que beaucoup de jeunes gens âgés de 25 ans ou moins sont en chômage. Nous vivons dans un certain contexte économique et politique, et il faut trouver des solutions aux problèmes qui se posent. Comme je le disais tantôt, au moins, le Nouveau parti démocratique apporte une solution. Les Créditistes nous apportent, eux aussi, une solution à laquelle ils croient fermement. Mais du côté de l'opposition officielle, la plus grande confusion règne. Les députés conservateurs progressistes veulent peut-être induire le peuple en erreur, ou bien ils ne connaissent ni l'économie canadienne ni celle de l'Amérique du Nord.

Désirer un système économique de libre entreprise, dans un fédéralisme où le Parlement canadien n'aurait pas le contrôle de toutes les dépenses et où une augmentation des dépenses de quelques milliards de dollars pourrait faire toute la différence, c'est probablement encore du fédéralisme. Ils prônent un système économique comme celui qui existe actuellement et disent que c'est la mauvaise manière de combattre l'inflation.

Ils disent qu'on a créé délibérément le chômage. Il s'agit donc de la plus grande confusion intellectuelle jamais encore vue. Cela exige des explications.

[Traduction]

M. Alexander: Ce n'est pas de la déformation, c'est la vérité.

M. Breau: C'est de la déformation mentale, et voilà la vérité. C'est ce que j'ai dit. Je suis heureux qu'on m'ait interprété de façon que le député d'en face puisse bien me comprendre.

M. Alexander: Six cent trente-huit mille chômeurs, voilà la vérité.

[Français]

Qu'ils m'expliquent, dans un contexte économique comme celui du Canada et de l'Amérique du Nord, comment on peut combattre l'inflation sans avoir de chômage.

Le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) a porté une foule d'accusations contre le gouvernement, l'autre jour, l'accusant d'incompétence économique, sans toutefois proposer rien de positif. Qu'il m'explique ce que seraient les perspectives économiques du Canada, aujourd'hui, si l'on n'avait pas combattu l'inflation! Qu'il m'explique ce que serait le taux de chômage aujourd'hui. Les députés de l'opposition officielle ne diront pas cela, parce qu'ils savent bien que le taux de chômage serait au moins aussi élevé que maintenant. Ils savent très bien que les perspectives économiques ne seraient pas bonnes, et qu'il y aurait moins d'investissements au Canada. Ils savent bien que leurs arguments ne servent qu'à des fins politiques, pour justifier leur position et essayer d'induire l'«électorat» en erreur.

• (9.40 p.m.)

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je voudrais d'abord dire à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Olson) que lorsqu'il a fait sa déclaration sur la politique laitière du gouvernement, la semaine dernière, le comité de l'agriculture, dont je suis membre, était en tournée dans l'Ouest du pays pour recevoir et étudier les mémoires des organisations agricoles et des ministres provinciaux de l'Agriculture.

[M. Breau.]

Par conséquent, je n'ai pas eu l'occasion de commenter sa déclaration. On me permettra de dire aujourd'hui que j'apprécie les améliorations de prix qui ont été apportées. Il faut être honnête, lorsque quelqu'un pose un geste qui est attendu depuis longtemps; il serait malhonnête pour un député de dire qu'on a fait un pas à reculons, alors qu'on a fait un pas en avant. Je le reconnais, je l'apprécie, et cela prouve que j'avais parfaitement raison, il y a un an cette semaine, de dire que les agriculteurs étaient traités en parents pauvres, surtout les producteurs de lait industriel.

J'ai déclaré cela en cette enceinte, lorsque j'ai présenté la pétition des 25,000 producteurs de lait industriel, dans laquelle ils demandaient plus de justice et la tenue d'un débat d'urgence sur l'épineux problème de la production laitière. Or, cette pétition, on n'en a jamais tenu compte, et je le regrette. Si le leader parlementaire du gouvernement n'en a jamais saisi la Chambre avant la fin de la session précédente, je le désapprouve, car je considère qu'il s'agit d'un accroc à la démocratie.

Toutefois, je crois que l'on a fait un pas en avant et que les réclamations contenues dans la pétition des 25,000 producteurs de lait industriel étaient justifiées. Nous devons donc continuer à lutter pour obtenir un revenu plus juste pour ceux qui sont engagés dans l'industrie de la production du lait industriel et qu'ils reçoivent leur juste part du revenu national.

Je formule de nouveau cette demande au nom de la population que je représente, de sorte que lors de l'annonce de la nouvelle politique laitière pour l'année débutant le 1^{er} avril 1971, le ministre de l'Agriculture propose une nouvelle politique susceptible de faire droit aux justes revendications de cette classe laborieuse de la société.

D'autre part, en participant au débat sur la motion, je désire appeler l'attention du gouvernement sur les problèmes généraux de la société canadienne, plus spécialement sur ceux de ma région et proposer certaines solutions à ces problèmes épineux.

On nous reproche parfois de faire des critiques et de n'apporter aucune solution, ce qui n'est pas toujours exact, loin de là. Mon préopinant, dans son exposé, a justement reconnu le bien-fondé de mes affirmations, et je l'en remercie.

La situation économique, en générale, se détériore au Canada. Par conséquent, au lieu de se rapprocher de l'établissement de la société juste, nous nous en éloignons de jour en jour.

La situation économique d'un grand nombre d'agriculteurs est pire que jamais. Celle d'un grand nombre d'ouvriers—surtout ceux qui sont sans travail—est des plus difficile, et Dieu sait si c'est un problème, lorsqu'un père de famille, qui a besoin de travailler tous les jours pour faire vivre sa femme et ses enfants, se voit privé d'un travail rémunérateur. Dieu sait dans quelle situation, dans quelle angoisse ce père de famille peut vivre!

L'honorable ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) déclarait dernièrement qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer à cause du taux élevé du chômage, que ce pourcentage est normal. Normal? Oui, si l'on examine le problème du point de vue de la possibilité de production, alors que la main-d'œuvre est de plus en plus remplacée par les machines modernes. Alors, si l'on produit pour produire, on peut se dispenser de la contribution de l'homme, parce que la machine, la mécanique est